

un mélange de pomme de terre et de viande, de pomme de terre et de poisson, de pomme de terre et de fromage, de pomme de terre et d'œufs. D'après le ministre, si ces produits étaient préparés de façon à pouvoir se conserver dans les pays tropicaux sans réfrigération et si les préparations étaient bonnes et nutritives, emballées peut-être sous forme de portions individuelles et vendues bon marché, le Canada aurait trouvé un moyen original et pratique propre à élargir nos marchés et résolu peut-être aussi, dans certains cas, les problèmes des excédents et des subventions. Voilà justement ce qu'on semble avoir accompli. Je dis bien «semble avoir accompli» parce que j'ai été fabricant assez longtemps pour savoir qu'au sujet de plusieurs denrées les espoirs qu'on fonde sur elles ne se réalisent pas toujours. Dans la situation actuelle de l'industrie alimentaire du Canada, les fabricants et les fournisseurs ainsi qu'une association d'exportation nouvellement créée ont cherché à développer et à faire connaître ces produits et d'autres sur les marchés étrangers. Cela me semble une idée ouvrant beaucoup de possibilités. C'est peut-être l'une des choses les plus prometteuses pour l'agriculture aujourd'hui. Voilà une belle initiative et vive l'initiative d'où qu'elle vienne. Si jamais cette entreprise donne d'heureux résultats, elle agrandira nos marchés et mettra un frein à nos excédents de plusieurs produits agricoles. Il est permis de penser qu'elle nous aidera même à faire honneur à nos obligations envers les nouvelles nations d'Afrique et les vieux pays d'Asie où la famine a toujours été endémique.

Monsieur l'Orateur, nous avons un ministre qui connaît très bien son affaire. C'est un homme qui a de l'imagination et qui sait s'en servir à des fins pratiques. Peut-être que par-dessus tout, cependant, cela prouve la nécessité d'une collaboration entre le gouvernement, les fournisseurs et les fabricants et nous indique la route à suivre si nous voulons surmonter les difficultés économiques qui nous font face aujourd'hui.

Je remarque avec plaisir que le discours du trône reconnaît le problème que pose l'automatisation dans l'industrie et j'aimerais dire quelques mots au sujet du ministère du Travail. En parlant de travail, on pense immédiatement à l'emploi. Il est vrai que la situation de l'emploi s'est grandement améliorée au cours des derniers mois; en fait, l'emploi est rendu à un sommet jamais atteint jusqu'ici. Néanmoins, nous avons encore des chômeurs et cette situation préoccupe quiconque comprend le malheur d'être sans travail.

Le chômage au Canada tient à trois choses. Tout d'abord, notre climat qui rend difficile

l'accomplissement de certains travaux en hiver et cause le chômage saisonnier. On a pris d'importantes mesures pour combattre le chômage d'hiver. En effet, le programme d'encouragement des travaux dans les municipalités pour l'hiver qui vient a été annoncé. Il en ressort qu'un grand nombre de municipalités tireront parti de ce programme qui sera vraisemblablement étendu cette année.

Il va sans dire que ce programme répond parfaitement aux besoins. Il faut louer le ministre du dynamisme et de la prévoyance dont il a fait preuve à ce sujet. Ce programme a sûrement contribué à diminuer le chômage qui s'accroissait durant l'hiver dans le passé. Deux autres grands facteurs contribuent au chômage dans notre pays, dont l'un se rattache à notre politique commerciale. Il nous faut stimuler l'industrie canadienne. Nous devons nous efforcer de créer des conditions qui l'encourageront à fabriquer elle-même nombre des articles que nous importons dans le moment.

J'ai l'intention de revenir sur la question du commerce, mais il est un autre facteur qui influe sur le chômage. Il s'agit de l'automatisation. Tout le monde ne s'entend pas sur le sens de l'automatisation. Il est généralement admis, toutefois, qu'elle envisage le recours à des machines améliorées et, d'ordinaire, automatiques ainsi qu'à des techniques perfectionnées pour réduire le prix d'un article donné. De façon générale, cela veut dire également que l'employé doit posséder des aptitudes et une formation supérieures. Si bien que, lorsque l'emploi se contracte, ce sont habituellement les ouvriers non spécialisés qui en souffrent.

Un tel état de choses, accompagné de l'accroissement de la population scolaire et du fait que des milliers de jeunes gens commencent à grossir l'effectif de notre main-d'œuvre, pose un problème bien concret au ministère et au gouvernement. Cependant, le programme de formation professionnelle que le gouvernement fédéral a lancé de concert avec les provinces commence aujourd'hui à faire valoir ses grands avantages. Certains ont prétendu qu'on était allé beaucoup trop vite et que, à eux seuls, des bâtiments ne sauraient résoudre le problème. Dans une certaine mesure, c'est sans doute vrai et il aurait peut-être fallu prévoir depuis longtemps le besoin d'un tel programme. L'ancien gouvernement aurait dû le prévoir et prendre les mesures nécessaires. Quoi qu'il en soit, le programme fait des progrès marqués et je suis certain qu'avec le temps, il aidera ceux qui sortent de l'école et offrira aux membres actuels de notre effectif ouvrier menacés de chômage la chance de se perfectionner et de se spécialiser.